

La Glacière : Richard Camou réclame 97 millions à l'Etat !

Le maire a fait voter ses élus avant-hier soir et demande réparation dans un courrier au préfet

La Glacière ? « Je ne vais pas vous faire l'offense de vous dire ce que c'est, vous l'avez subie. Tous ! Et, elle est revenue dans l'actualité à l'échelle nationale cette fois. Grâce à un film, Super Trash ».

La Glacière. Encore. Toujours. Pas un conseil municipal à Villeneuve-Loubet où le sujet ne revienne sur le tapis... d'ordures.

Jeudi soir, Richard Camou entame la séance devant une foule inhabituelle. Une bonne quarantaine de personnes squatte le fond de la salle. Bonnets sur le crâne, chaudement emmitoufflées, elles viennent de « manifester » dehors, devant la mairie. Un rassemblement organisé par l'ADEV, l'association Défense Environnement Villeneuve.

Serge Jover, son président, a demandé aux Villeneuvois de venir soutenir le conseil municipal qui s'apprête à demander 97 millions d'euros à l'Etat pour préjudice subi à cause de cette poubelle à ciel ouvert.

Oui, 97 millions... voire plus ! « Un chiffre qui n'est pas figé et qui reste évolutif en fonction des diverses pol-

lutions qui seront détectées », précise le maire. Oui, 97 millions très « aimablement » réclamés dans un courrier adressé au préfet des Alpes-Maritimes, Adolphe Colrat. Avec toutes les explications nécessaires.

Pollution, BGVap Super Trash...

« On ne peut pas se retourner contre Veolia puisqu'ils font tout fonctionner avec des arrêtés du préfet. En s'attaquant au préfet et donc à l'Etat ça leur donnera peut-être l'idée de se retourner vers Veolia », affirme encore Richard Camou.

Et la liste des griefs contre l'exploitant est longue.

Les pollutions des sols et des nappes alluviales, le tonnage de déchets stockés qui a dépassé le maximum autorisé, l'absence de remise en état du site, « l'exploitant avait promis un couvert végétal, on le cherche toujours. Je sais que ça ne pousse pas vite en Méditerranée, mais quand même », plaisante, amer, le maire.. Mais ce n'est pas tout. « On ne devait plus voir la Glacière de nulle

part ! Mais l'exploitant a réussi la prouesse qu'aujourd'hui on la voit de partout ! ».

Encore ? oui ! Il y a le BGVAP : « Légalisé officiellement ! Honteux ». Et avec lui : « La pollution de l'air ».

Puis, Richard Camou ose la « confiance ». « Un jour, le directeur de Veolia propreté, – et oui ça s'appelle comme ça – est venu me voir dans mon bureau. Il voulait discuter. Me dire que le BGVap ce n'était pas un problème ! Il m'a dit : laissez le préfet signer l'arrêté et ensuite on vous met un autre système beaucoup

mieux, rien que pour Villeneuve. Comme ça ensuite je peux mettre mon BGVAP partout. Sauf que, bizarrement, depuis que le préfet a signé, je n'ai plus revu le directeur de Veolia. En fait, on se fout de nous », peste le maire sortant qui évoque ensuite Super Trash.

La sortie de Collin qui ulcère Jover

« Avec le film de Martin Esposito, nous avons en plus des images chocs qui prouvent toutes les illégalités. Et je ne parle pas que des cercueils »,

s'enflamme Camou.

Et il n'est pas le seul à s'enflammer. La Glacière, sujet épidermique, chaud bouillant ! Et qui, parfois, fait déraper certains élus, boostés en cette période... électorale. Laurent Collin, après avoir évoqué une « passerelle entre Veolia et l'Etat », s'est fait discrètement mais sûrement huer par le public. « Je vois les associations bien impliquées en période électorale » a-t-il lancé. De quoi faire bouillir Serge Jover, le président de l'association visée par l'élu. « Honteusement » montrée du doigt, criera Chignoli, le conseiller municipal socialiste : « C'est une honte ce que vous venez de dire ».

L'élu PS, quelques minutes auparavant, avait rappelé qu'à La Glacière ce sont « les déchets des autres » que Villeneuve-Loubet a absorbés pendant des années. « Et si certains ont peur de le dire, moi j'ai pas peur. Sur la Côte, il y a des responsables politiques qui ont envoyé toute cette merde chez nous pendant des années ».

STEPHANIE GASIGLIA
sgasiglia@nicematin.fr

Luca : « La manif pour rien »

Dans la série « Le torchon brûle entre Serge Jover et le député-candidat », Lionnel Luca a réagi au rassemblement de jeudi soir : « Le président de l'ADEV a convié la population à venir se rassembler devant la mairie lors de la réunion du conseil municipal... pour soutenir le maire ?! Or, celui-ci a déjà le soutien unanime de son conseil municipal pour effacer la prescription quadriennale sur des recours pour préjudice concernant La Glacière ! Rien, par contre, à propos de l'information publique sur la Nouvelle Ligne qui se termine le 20 décembre, et qui pouvait justifier une nécessaire mobilisation... Comprenne qui pourra !... »

Le ministère de la Santé refuse l'enquête épidémiologique !



« C'est une honte, c'est inadmissible. Alors que le ministère de l'Ecologie lui a demandé de mener une enquête épidémiologique, le ministère de la Santé botte en touche et refuse ». Serge Jover est hors de lui. Pire même, il explose : « Tous les paramètres dans l'eau le prouvent, les derniers résultats sont mauvais ! Pour le plomb par exemple on a trouvé 9 microgrammes par litre ! La limite à ne pas dépasser passe à 10 microgrammes à la fin de l'année. On attend quoi ? ». La lettre du directeur de cabinet de Marisol Touraine en main, le président de l'ADEV poursuit. « On a déjà trouvé de l'ar-

senic ! Le milieu est en train de se polluer, c'est une certitude, les experts l'ont démontré ».

Et Serge Jover en est certain : « C'est la DREAL qui devait faire les contrôles à l'époque qui a écrit ce courrier ! Ils peuvent pas être juge et partie ».

Et de conclure : « Ça veut dire quoi, que droite comme gauche au pouvoir, les lobbys industriels dictent leur loi ? Ils attendent quoi pour agir, le premier mort ? ».

Serge Jover affirme encore : « Ça n'en restera pas là. Nous avons les moyens de nous faire entendre ». (Photo Philippe Lambert)